

Intervention PG du 10 avril 2010 – 3 mn -
Franck Pupunat

Chers camarades,

Je commencerai par 1 chiffre et 1 proposition :

Un chiffre :

Aujourd'hui 4,4 millions de personnes touchent aujourd'hui une retraite inférieure à 645 euros par mois, **645 euros par mois...**

Une proposition : ...que nous devons à mon sens adopter :

A partir de 60 ans, tout citoyen aura droit au minimum et quelle que soit sa durée de cotisation à une retraite au moins égale au SMIC ... et encore un SMIC **fortement** revalorisé.

Tout d'abord, je ne vois pas au nom de quoi on affirmerait que le SMIC correspond à un minimum pour vivre quand on est salarié ...mais quand on devient retraité ce ne serait plus le même minimum, ce serait 645 euros ?...Soit on considère que l'on a moins de besoin à un certain âge...soit que ces retraités, avec une « énorme retraite de 645 euros » ont pu se constituer un énorme bas de laine durant leur vie dite « active ».

Au-delà de cet argument d'équité, je considère que nous devons défendre cette proposition car elle s'inscrit dans le cadre de débats de société fondamentaux: celui notre rapport à la valeur travail, de notre rapport au temps de notre rapport à la citoyenneté et finalement de notre rapport au système,

Posons-nous une question simple :

Est-il juste, naturel, **inélucltable**, que le montant de la retraite représente un pourcentage du salaire perçu dans la vie dite « active ».

Est-il juste, naturel, **inélucltable**, qu'un ouvrier en retraite, qu'une assistante sociale en retraite touche 4 à 5 fois moins qu'un cadre moyen de Disney en retraite ?

L'effort de cotisation – je ne parle pas du montant mais de l'effort -, l'effort de cotisation a-t-il été plus important, plus difficile à consentir pour l'ouvrier ou pour le cadre ?

Pourquoi avons-nous intégré comme naturel, immuable, évident ce lien entre ...le salaire...et la retraite ?

Le prix de l'activité de production, le prix du travail, la salaire est déterminé par le marché, par une offre et une demande, par un système –le système capitaliste - qui ordonne les individus par classe sociale en fonction de leur rareté économique.

Et nous devrions accepter que pour les retraités, la puissance publique, la société fasse la même chose ? C'est à dire qu'elle reproduise à l'identique les injustices que le marché a légitimé hier ?

Plus fondamentalement, la sphère actuelle de la production, et plus exactement la sphère privée marchande, sa valorisation et sa place ne sont que des rouages du système capitaliste.

Donc, pour s'opposer au système, pour le dépasser, nous devons remettre en cause la valorisation et la place de la sphère de production, -donc du travail -, qui ne redistribue que des miettes de lien social et reproduit les pires inégalités libérales.

Concrètement, il serait temps défendre la retraite non plus comme un revenu différé du travail, de l'activité de production mais de la défendre comme un droit.

Un droit universel et inconditionnel. Un droit qui considère le citoyen et non pas l'ancien producteur. Un droit qui répond à une exigence première : Celle de pouvoir vivre pleinement sa citoyenneté active et d'agir dans la cité.

Cette perspective nous amène peut nous amener à explorer de nouvelles propositions comme celles de la retraite unique ou du revenu universel.

Bref, le débat à venir sur les retraites est donc majeur car à travers le prisme de nos propositions, ce sont bien des visions du monde différentes qui vont s'affronter et s'entrechoquer.

C'est à nous de mettre sur la table des idées percutantes, nouvelles qui seront autant de fronts idéologiques : sur le rapport au temps, sur la valeur travail, sur l'universalité des droits, sur la citoyenneté et donc bien-entendu sur notre rapport au système.

Nous donnerons ainsi à voir notre idéal, notre horizon, notre alter-développement, notre projet, car c'est bien en ouvrant des mondes que nous pourrons gagner en 2012.

Je vous remercie.